

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Les-entreprises-et-le-Developpement-Durable,2521.html>

Résultats du Baromètre Federe - La Poste 2010

Les entreprises et le Développement durable

- Finance - Contribution Economique -



Date de mise en ligne : mardi 27 avril 2010

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

La crise financière n'a pas freiné l'engagement des entreprises pour le développement durable. Tel est un des principaux enseignements du dernier Baromètre TNS Sofres réalisé pour La Poste sur ce thème. Menée du 16 février au 9 mars 2010 auprès de 200 décideurs en entreprises de plus de 500 salariés, cette enquête révèle ainsi que pour 52% des interviewés, la crise financière n'a rien changé dans leur engagement pour le développement durable et que pour 31% d'entre eux, elle l'a même renforcé. Par ailleurs, toujours selon l'enquête, les entreprises attendent beaucoup des politiques de développement durable : amélioration de leur image, innovations produits, renforcement de leur attractivité en tant qu'employeur, réduction des risques (environnementaux, juridiques, financiers, d'opinion...) et amélioration du climat interne.

Analyse par Muriel Humbertjean, Directeur Général Adjoint de TNS Sofres :

"De la 4e édition du baromètre sur les entreprises et le développement durable, réalisée par TNS Sofres pour La Poste, ressortent les grands enseignements suivants :


La crise financière n'a pas freiné l'engagement des entreprises pour le développement durable. Pour 52% des interviewés, elle n'a rien changé et pour 31 %, elle a même renforcé cet engagement.


Les entreprises attendent beaucoup des politiques de développement durable en matière d'amélioration de leur image, d'innovations sur les produits, et de renforcement de leur attractivité en tant qu'employeur. Ils en attendent aussi une réduction des risques (environnementaux, juridiques, financiers, d'opinion...) et une amélioration du climat interne.

De façon plus qualitative, s'observent des remodelages dans les pratiques des entreprises :

Le périmètre des politiques Développement Durable s'élargit, avec une montée en puissance des thématiques sociales et sociétales, aux côtés des thèmes environnementaux. Ainsi, la lutte contre les discriminations, l'insertion de personnes en difficulté, l'achat responsable, et les partenariats avec les collectivités locales sont des priorités qui gagnent en importance.

En matière environnementale, deux priorités ressortent fortement :

 *La réduction des dépenses d'énergie, tendance lourde qui se justifie autant par des considérations économiques qu'écologiques ... et que la crise ne fait sans doute qu'encourager. Aujourd'hui, 93 % des entreprises ont déjà réduit leurs dépenses d'énergie.*

 *La réduction des émissions de CO². 62 % ont commencé à établir un bilan carbone de leurs activités. Le Grenelle de l'Environnement a joué à cet égard un rôle majeur.*

Enfin, certaines parties prenantes prennent de l'importance aux yeux des entreprises : les fournisseurs et sous-traitants, les collectivités locales, les medias, les consommateurs et leurs associations. A l'inverse, les investisseurs et les ONG ne semblent plus aussi prioritaires qu'avant.

Enfin, cette édition confirme le constat déjà effectué les années précédentes de sensibles différences entre les entreprises moyennes et les plus grandes.

Les entreprises de plus de 5 000 salariés ressentent davantage la pression de leurs employés, de leurs clients, de leurs fournisseurs, et des ONG. Elles attendent plus de retombées favorables de leurs politiques DD que les entreprises moyennes en termes d'attractivité employeur, d'attractivité financière, et aussi d'amélioration du climat interne. Elles considèrent d'ailleurs massivement comme important d'intégrer des objectifs DD dans l'évaluation des managers.

Elles ont aussi plus de moyens pour agir et ont engagé des actions plus précoces et plus fortes, en particulier sur la réduction des émissions de CO2 et des dépenses énergétiques, mais aussi en matière de formation et sensibilisation de leur personnel.

Elles insistent plus que les entreprises moyennes sur la lutte contre la corruption et les discriminations, les partenariats avec les ONG, l'aide au développement, ainsi que sur la bonne gouvernance et le « marketing responsable »."

Post-scriptum :

Sondage réalisé par téléphone du 16 février au 9 mars 2010 pour La Poste, auprès de 200 décideurs en entreprises de plus de 500 salariés (dont 70% directeurs DD). 21 interviewés dans le CAC 40.